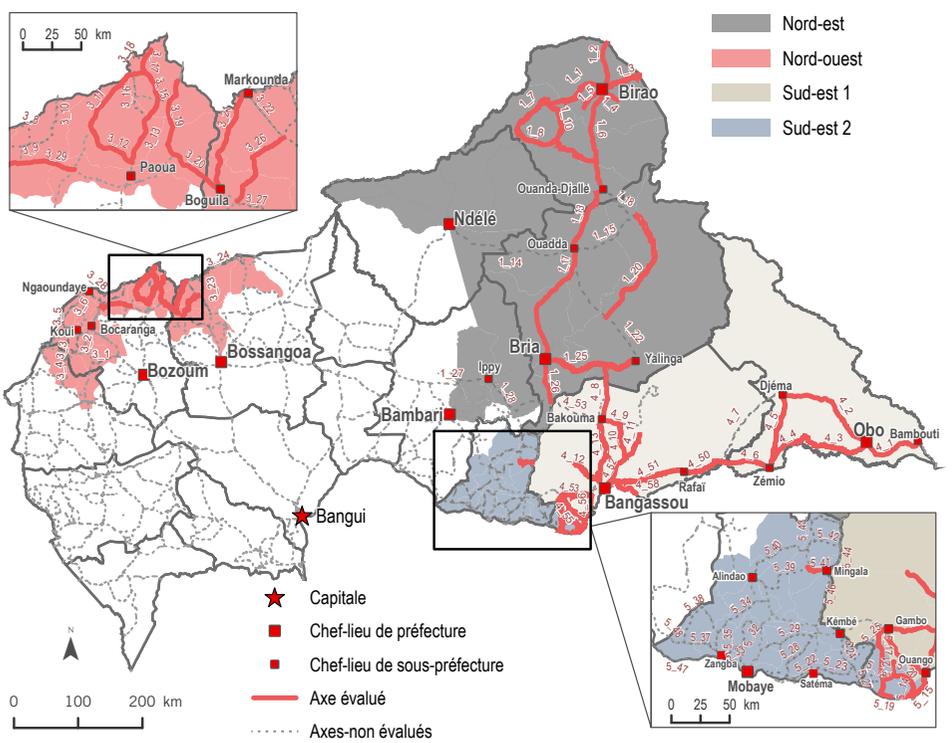


Principaux résultats

- Dynamique des mouvements de population** • Déplacements importants de population dans la macro-zone sud-est 1 suite à des chocs dus aux conflits armés. • Forte concentration de personnes déplacées internes (PDI) dans la préfecture du Haut-Mbomou et dans la préfecture de Haute-Kotto. • Mouvements de retour importants dans la Basse-Kotto et à un niveau moins élevé dans le nord-ouest malgré une situation sécuritaire fragile.
- Protection** • Sentiment d'insécurité particulièrement élevé dans le nord-ouest, notamment à cause de la présence d'éléments armés et la criminalité. • Risque généralisé de violences basées sur le genre (VBG) et de mariage forcé et / ou précoce pour les filles.
- Éducation** • La majorité des établissements sont ouverts suite à la pandémie de COVID-19, mais souffrent d'un manque grave de personnel qualifié • Les risques sécuritaires pour accéder à l'école sont élevés, notamment dans le nord-ouest.
- Abri** • Manque d'abris adéquats pour tout type de population dans la Vakaga, le Haut-Mbomou, et localement à Rafaï, Mingala, Alindao et Kembé, du fait notamment de destructions liées à des affrontements armés. • Cas rapportés de personnes ne disposant d'aucun abri dans la Vakaga, la Basse-Kotto et le Haut-Mbomou.
- NFI** **Biens non-alimentaires (BNA)** • Manque notable de BNA dans toutes les zones couvertes, notamment dans le nord-est.
- Sécurité alimentaire** • Production agricole affectée par l'insécurité générale, avec des conséquences sur les stocks des ménages les plus fragiles. • Hausse des prix généralisée sur le territoire, impactant les faibles revenus. • Mise en place de stratégies de survie et mécanismes d'adaptation par les populations, principalement la consommation de produits issus de la cueillette et de la brousse et la consommation de semences.
- Moyens de subsistance** • Manque de semences et d'outils comme premier obstacle pour pratiquer l'agriculture dans le nord-est et le sud-est 1. • Manque d'accès sécurisé aux champs dans le nord-ouest, le nord-est et le sud-est 1. • Manque de moyens financiers rapporté dans le sud-est 2.
- Santé** • Établissements de santé souvent éloignés pour les communautés, impliquant notamment des accouchements à domicile fréquents. • Manque de médicaments, de personnel, d'infrastructures fonctionnelles suffisamment proches et un coût trop important des soins. • Rareté des infrastructures de santé prenant en charge les patients suspectés ou atteints de COVID-19. • Pillage des établissements de santé dans le sud-est 2.
- Eau, hygiène et assainissement (EHA)** • Faible présence de points d'eau améliorés fonctionnels, notamment dans le sud-est. • Accès insuffisant à l'eau dans une proportion importante de localités évaluées dans le nord-ouest. • Pratique de la défécation à l'air libre (DAL) très répandue dans le sud-est 2 et le nord-ouest. • Manque généralisé d'accès au savon.

Ce document présente une analyse des principales données quantitatives et qualitatives collectées auprès d'informateurs clés (IC), concernant la situation humanitaire dans les localités situées à proximité de 51 axes et évaluées durant les mois de février, mars et avril 2021. Les résultats présentés ci-dessous ne sont pas statistiquement significatifs et doivent donc être considérés comme indicatifs de la situation humanitaire des localités à proximité des axes évalués. Voir méthodologie p. 10.

Axes évalués pendant les collectes de données :



Besoins humanitaires prioritaires

Secteurs d'intervention humanitaire souhaités rapportés par les IC, par ordre de priorité, par la majorité de la population :
(en % de localités évaluées, au cours des 30 jours précédant chaque collecte de données)

Nord-est (NE)

	1 ^{er} besoin	2 ^{ème} besoin	3 ^{ème} besoin
Santé	47%	13%	10%
Education	5%	22%	29%
EHA	11%	21%	17%
Sécurité alimentaire	15%	17%	11%
Aucun consensus	17%	19%	19%

Nord-ouest (NO)

	1 ^{er} besoin	2 ^{ème} besoin	3 ^{ème} besoin
EHA	34%	15%	5%
Santé	13%	16%	9%
Education	14%	12%	11%
Moyen de subsistance	3%	8%	16%
Aucun consensus	24%	35%	32%

Sud-est 1 (SE1)

	1 ^{er} besoin	2 ^{ème} besoin	3 ^{ème} besoin
Santé	56%	9%	7%
Education	4%	18%	21%
EHA	6%	16%	15%
BNA	5%	9%	13%
Aucun consensus	19%	28%	27%

Sud-est 2 (SE2)

	1 ^{er} besoin	2 ^{ème} besoin	3 ^{ème} besoin
Santé	39%	16%	11%
BNA	8%	12%	19%
EHA	12%	19%	5%
Education	3%	7%	16%
Aucun consensus	26%	32%	29%

Dynamique des mouvements de population

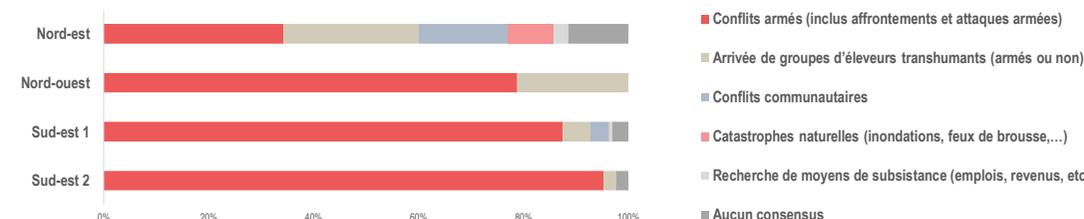
A l'échelle nationale, après une hausse des déplacements à partir de la mi-décembre dans la situation militaro-politique liée aux élections présidentielles et législatives, en mars et avril le flux de retour est devenu plus important que les nouveaux déplacements¹. Les IC ont rapporté dans les quatre macro-zones évaluées la **présence de personnes déplacées internes (PDI) dans 33% des localités évaluées**, et notamment dans la macro-zone du SE1 (50%). **Les conflits armés ont été rapportés comme la principale raison de la présence de PDI** dans une large majorité (81%) de localités évaluées dans lesquelles leur présence a été rapportée (voir graphique ci-contre). **Concernant les populations retournées et/ou rapatriées, leur présence a été rapportée par les IC dans 40% des localités évaluées, une proportion plus basse qu'en automne 2020 (50%)**. La raison principale de leur retour a été le regroupement familial (pour 34% des localités évaluées où leur présence était rapportée) ou une meilleure qualité de vie dans la localité de retour (29%). De plus, **l'occurrence d'un choc entraînant un large départ de population (affectant au moins la moitié des ménages) a été rapportée dans**

44% des localités évaluées, un chiffre en forte hausse par rapport à l'automne 2020 (voir graphique). Les causes de ces chocs sont principalement rapportées comme étant liées à des rumeurs d'attaque, d'insécurité, d'arrivée de groupes armés, etc. (48% de ces localités) ou à des conflits armés (28% de ces localités).

Nord-est // Bien que les IC ont rapporté une **plus faible présence de PDI (14% des localités évaluées)** par rapport aux autres zones évaluées, cette **proportion est en légère hausse comparée à l'automne dernier**. Les participants aux groupes de discussion (FGD) ont rapporté des mouvements depuis Ouanda-Djallé, Ndélé, Ouadda et Yalinga à cause de rumeurs d'attaques dues aux tensions liées à la transhumance, avec un taux de retour très limité³. Ces déplacements dataient en moyenne de moins de 3 mois (pour 77% des localités évaluées accueillant des PDI) et la condition principale mentionnée pour 26% des localités d'accueil pour que ces PDI puissent envisager un mouvement de retour était un rétablissement de la sécurité dans le lieu d'origine. A noter que **deux tiers des localités évaluées de la**

Raison principale expliquant le départ des PDI depuis leur localité d'origine rapportée par les IC² :

(au moment de chaque collecte de données)



préfecture de la Vakaga ont été touchées par un choc entraînant des larges mouvements de populations au cours des 30 jours précédant les collectes de données, suite à des catastrophes naturelles (29%), à des rumeurs d'attaque, d'insécurité, d'arrivée de groupes armés, etc. (28%) ou à des conflits armés (14%).

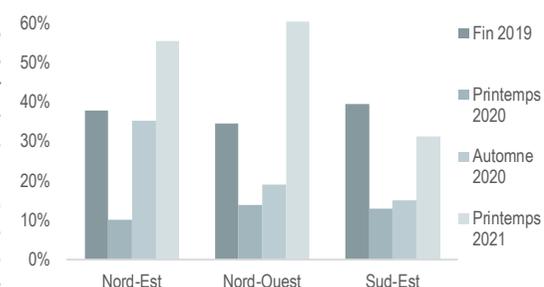
Nord-ouest // La proportion de localités où les IC ont rapporté un choc entraînant un large départ de la population a fortement augmenté dans le NO, par rapport à l'automne 2020 (voir graphique). Ces chocs sont rapportés comme une conséquence de rumeurs d'attaque, de l'insécurité et de l'arrivée de groupes armés pour 52% de ces localités, et d'affrontements armés pour 27%. La présence de PDI a été rapportée dans 18% des localités évaluées (15% à l'automne 2020). Les affrontements armés sont évoqués comme la raison principale de leur déplacement dans 79% des localités où la présence de PDI a été signalée. Ces déplacements sont récents : au sein de **91% des localités accueillant des PDI, la majorité d'entre eux ont fui leur localité d'origine depuis moins de 3 mois**. En même temps, le nombre de mouvements de retour semble avoir fortement baissé dans le NO (présence de populations retournées et / ou rapatriées dans 30% des localités évaluées contre 61% à l'automne 2020).

Sud-est 1 // La présence de PDI a été rapportée dans **50% des localités évaluées**, le chiffre le plus élevé au sein des macro-zones évaluées. Les conflits armés sont indiqués comme étant la cause principale (87% des localités d'accueil) et le déplacement est évalué à moins de 6 mois dans près de la moitié des localités d'accueil, une durée moyenne bien plus courte qu'à l'automne 2020. Parallèlement, les IC signalent une présence de ménages retournés dans 64% des localités évaluées. Enfin, dans 32% des localités évaluées, l'occurrence d'un choc provoquant un large départ de la population a été rapportée.

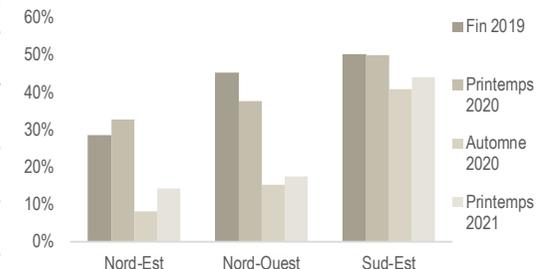
Sud-est 2 // La présence de PDI a été rapportée dans **38% des localités évaluées**, contre 26% à l'automne 2020. Selon les IC, **ces déplacements ont été principalement dus à des conflits armés (95% des localités accueillant des PDI)**. D'après les participants des FGD, l'arrivée des groupes

armés a engendré une forte vague de déplacements en décembre 2020 et janvier 2021, avec de nombreux ménages fuyant vers la RDC, ou dans la brousse, notamment autour de Bangassou et dans la zone de Ouango, suivie par une vague importante de retour pendant les mois suivants⁴. La présence de personnes retournées ou rapatriées a été rapportée dans 60% des localités évaluées. La zone SE2 a été celle où la plus faible proportion de localités ayant subi un choc entraînant un large départ de la population a été observée (27%), mais cette proportion est bien plus élevée qu'à l'automne dernier (19%). Dans 80% de ces localités, le choc fait suite à des rumeurs d'attaque, d'insécurité, d'arrivée de groupes armés notamment, selon les IC.

Occurrence d'un choc entraînant un large départ de la population rapporté par les IC (au cours des 30 jours précédant chaque collecte de données, en % de localités évaluées) :

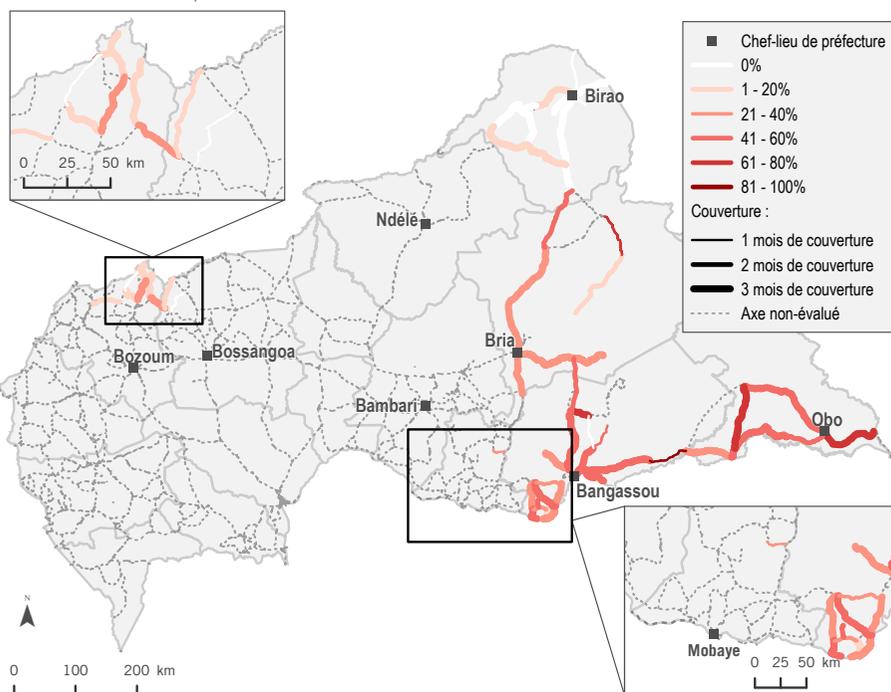


Présence de PDI rapportée par les IC (au cours des 30 jours précédant chaque collecte de données, en % de localités évaluées) :



% de localités évaluées dans lesquelles la présence de PDI était rapportée par les IC :

(au moment de l'entretien avec l'IC)



¹ République centrafricaine : Aperçu des mouvements de population au 31 mai 2021, Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA). ² Pourcentages calculés sur le total des localités où la présence de PDI était rapportée. ³ Résultats des FGD réalisés le 22/02/2021 dans la commune de Ouandja, et le 12/03/2021 et le 27/04/2021 dans la commune de Voukouma. ⁴ Résultats des FGD réalisés le 05/04/2021 dans la commune de Ngandou, le 07/04/2021 dans la commune de Ouango, le 09/04/2021 dans la commune de Gambo, le 15/04/2021 dans la commune de Zangandou, et le 17/04/2021 dans la commune de Sayo-Niakari.

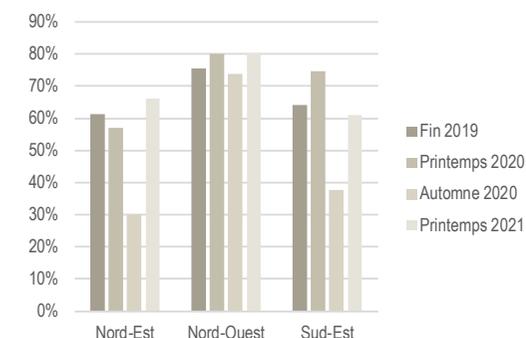
Protection

L'analyse des indicateurs de protection dans les quatre macro-zones montre une **dégradation significative, comparé à l'automne 2020**. Un sentiment d'insécurité a été rapporté par les IC pour la majorité de la population dans 66% des localités évaluées dans les quatre macro-zones, contre 43% à l'automne dernier. La situation du NO a été rapportée comme particulièrement critique (les IC ont rapporté un sentiment d'insécurité dans 80% de localités évaluées). Les principales causes invoquées ont été les conséquences de la présence de groupes armés (GA) et de leurs activités (exactions, combats), ainsi que la criminalité et des tensions liées à la présence d'éleveurs transhumants. **L'insécurité a été accompagnée de fortes restrictions de mouvement, rapportées dans plus de la moitié (52%) des localités évaluées, et notamment dans le NO (76%),** liées principalement à la crainte pour la sécurité et aux barrières des groupes armés sur les routes. Le risque principal encouru par les femmes (enfants ou adultes) correspond à des violences basées sur le genre (VBG). Pour les filles, le risque d'un mariage forcé a été rapporté pour 41% des localités évaluées et le risque de violences sexuelles pour 16%. Par ailleurs, **dans plus de 98% des localités évaluées, les IC ont rapporté la présence d'au moins un mineur séparé du ménage de ses parents,** majoritairement pour des raisons professionnelles ou pour la recherche d'un travail, d'études, et/ou suite à un mariage précoce. En dépit du climat sécuritaire fragile dans l'ensemble du pays, **une bonne relation entre les populations hôtes et les communautés déplacées a été rapportée pour plus de 77% des localités évaluées** dans lesquelles ces différentes communautés étaient présentes. Par ailleurs, **les autorités locales ont été considérées comme le premier acteur de protection et d'assistance** (88% des localités évaluées).

Nord-est // Des restrictions de mouvements ont été rapportées dans plus de la moitié (53%) de la macro-zone, principalement à cause des barrages routiers. En raison des exactions des groupes armées, auxquelles s'ajoute la criminalité, on constate un **fort sentiment d'insécurité** (66% des localités

Evolution du sentiment d'insécurité ressenti par une majorité de la population rapporté par les IC :

(au cours des 30 jours précédant chaque collecte de données, moyennes des données des 3 mois pour chaque période de collecte, en % de localités évaluées)



évaluées), en particulier dans les sous-préfectures (SP) de Yalinga et Birao. Pour 32% des localités évaluées dans la SP de Yalinga et pour 31% des localités évaluées dans la SP de Birao, il a été rapporté au moins un incident sécuritaire au cours des 30 jours précédant les collectes de données. À l'échelle de la macro-zone du NE, le principal risque rapporté par les IC auquel ont été exposés les hommes ont été les **exactions des groupes armés** (20% des localités évaluées), tandis que les garçons ont été exposés au **travail forcé** (13%) et aux exactions des groupes armées (9%).

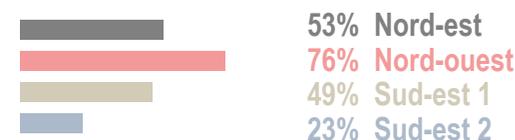
Nord-ouest // Bien que le sentiment d'insécurité semble être généralisable à la macro-zone, **la situation apparaît comme particulièrement critique dans la SP de Ngaoundaye** (préfecture de l'Ouham-Pendé), avec un sentiment d'insécurité de la majorité de la population rapporté pour 89% des localités évaluées, et au moins un incident sécuritaire au cours des 30 jours précédant les collectes de données pour 78% des localités évaluées. Dans une moindre mesure, mais à des niveaux tout aussi alarmants, il a été rapporté un sentiment d'insécurité dans 82% des localités évaluées de la **SP de Paoua** et au moins un incident sécuritaire au cours des 30 jours précédant

les collectes de données pour 55% des localités évaluées. Parmi les localités évaluées du NO où la présence d'une population hôte et d'une communauté déplacée a été rapportée, les IC ont rapporté pour 16% de ces localités une relation fragile entre ces deux communautés, la principale source de tensions rapportée étant l'accès à l'eau (43%).

Sud-est 1 // Le sentiment d'insécurité a été largement rapporté par les IC dans le SE1, avec une **situation particulièrement critique dans la préfecture de Haut-Mbomou** (insécurité ressentie par la majorité de la population de 69% des

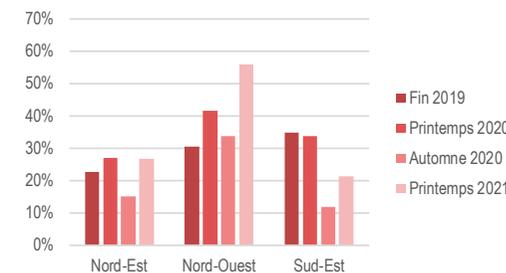
Ménages soumis à des restrictions de déplacements selon les IC :

(au cours des 30 jours précédant chaque collecte de données, moyennes des données des 3 mois pour chaque période de collecte, en % de localités évaluées)



Habitants touchés par un incident sécuritaire selon les IC :

(au cours des 30 jours précédant chaque collecte de données, moyennes des données des 3 mois pour chaque période de collecte, en % de localités évaluées)

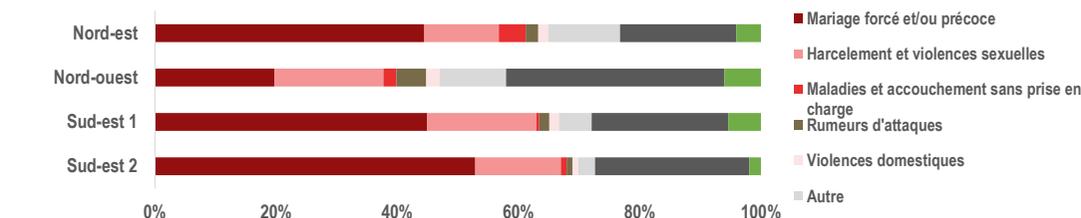


localités évaluées). Au sein de la commune de Lili, dans la SP de Bambouti, un sentiment d'insécurité a été rapporté pour la totalité des localités évaluées. Ce sentiment d'insécurité est associé à un nombre important d'incidents sécuritaires, rapportés dans 32% des localités évaluées dans cette préfecture. D'après les IC, la population de 65% des localités évaluées dans le Haut-Mbomou s'est vue limitée dans ses mouvements (93% dans la SP de Bambouti et 89% dans la SP de Djéma). Pour les trois-quarts de ces localités, cela est dû à des barrages et/ou fermetures de routes par les GA présents dans la zone. Les IC rapportent que la majorité de la population de 61% des localités évaluées dans le Mbomou souffre d'un sentiment d'insécurité, la situation étant la plus alarmante dans la SP de Bakouma (insécurité ressentie dans 92% des localités évaluées). À l'échelle de la macro-zone du SE1, le principal risque auquel ont été exposés les hommes a été la criminalité (25% des localités évaluées), tandis que les garçons ont été exposés aux mariages forcés (11%) et également à la criminalité (10%). Enfin, le SE1 présentait **la proportion la plus haute de localités où les IC ont rapporté des relations fragiles entre les communautés locales et déplacées** (25% des localités évaluées), en raison de problèmes liés principalement à l'accès aux cultures (72%).

Sud-est 2 // Le sentiment d'insécurité a également augmenté dans la macro-zone SE2 (48% contre 32% à l'automne 2020). Malgré cela, **cette macro-zone a présenté des indicateurs de protection moins inquiétants que les autres macro-zones**. Les IC ont rapporté au moins un incident sécuritaire dans 7% des localités évaluées, et des restrictions de mouvements dans 23% des localités évaluées, des proportions moins élevées que dans les autres macro-zones. Enfin, parmi les localités évaluées du SE2 où la présence d'une population hôte et d'une communauté déplacée a été rapportée, **les IC ont rapporté pour 91% de ces localités de bonnes relations entre ces deux communautés**. Ces bonnes relations avec les populations locales pourraient en partie s'expliquer par la faible proportion que représentent les populations retournées par rapport aux populations hôtes.

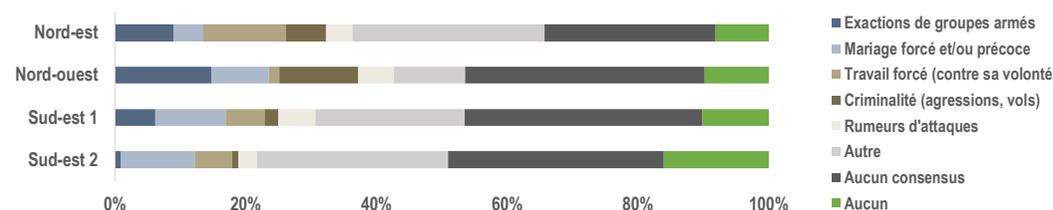
Risque principal rapporté par les IC auquel la majorité des filles (de moins de 18 ans) étaient exposées :

(au moment de l'entretien avec l'IC, en % de localités évaluées)



Risque principal rapporté par les IC auquel la majorité des garçons (de moins de 18 ans) étaient exposés :

(au moment de l'entretien avec l'IC, en % de localités évaluées)

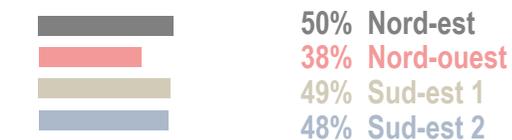


Éducation

Après leur fermeture liée à la pandémie de la COVID-19 en 2020, la grande majorité des établissements scolaires ont réouvert au printemps 2021. Cependant, **l'accès à l'éducation est resté difficile dans les quatre macro-zones évaluées**, les IC rapportant une école fonctionnelle pour la majorité des enfants dans seulement 47% des localités évaluées. L'accessibilité des écoles a posé des **problèmes particulièrement graves dans les macro-zones du NE, SE1 et SE2**, pour lesquelles les IC ont rapporté que les enfants devaient marcher plus d'une demi-heure pour rejoindre l'école la plus proche dans environ la moitié des localités évaluées. **Les taux de participation ont été également inquiétants**, particulièrement dans le cas des garçons de 6 à 18 ans, dont moins de la moitié a participé régulièrement à une éducation formelle dans 52% des localités évaluées. Cette proportion s'avère significativement plus élevée dans les macro-zones du NO et les zones du SE par rapport aux collectes de données précédentes.

Présence d'une école fonctionnelle pour la majorité des enfants de la localité rapportée par les IC :

(au cours des 30 jours précédant chaque collecte de données, en % des localités évaluées)



Nord-est // La macro-zone du NE se démarque des autres macro-zones avec des **taux de participation scolaire rapportés par les IC comme étant les plus faibles, particulièrement pour les enfants de 12-17 ans**. Les IC rapportent notamment, pour presque la totalité des localités évaluées dans le SP de Birao, qu'aucun enfant ne participe à des enseignements réguliers, sauf des filles de 6-11 ans. À l'échelle de toute la macro-zone, les enfants de seulement 15% des localités évaluées ont, selon les IC, accès à des infrastructures scolaires à moins de 30 minutes de marche. Les difficultés d'accès à l'éducation les plus fréquemment rapportées par les IC dans les localités évaluées sont le **manque d'infrastructure et mobilier scolaires (27%) et le manque de personnels qualifiés (20% des localités évaluées)**. Durant les FGD dans la commune de Voukouma, les IC ont confirmé un grave manque d'enseignants qualifiés¹.

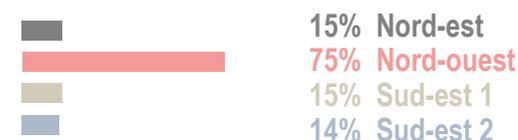
Nord-ouest // Le NO présente la **meilleure accessibilité physique par rapport à l'éducation**, avec 75% de localités évaluées pour lesquelles les IC rapportent un accès à des infrastructures scolaires à moins de 30 minutes de marche. La

principale difficulté d'accès à l'éducation rapportée par les IC dans les localités évaluées du NO a été liée à des **risques sécuritaires pour accéder à l'école et aux enseignements (46%)**, en particulier dans les SP de Markounda (67%) et de Nangha Boguila (77%) au sein de la préfecture de l'Ouham.

Sud-est 1 // Seule la population de 15% des localités évaluées dans le SE1 a eu accès, selon les IC, à des établissements scolaires fonctionnels à moins de 30 minutes de marche. Les difficultés principales d'accès à l'éducation les plus fréquemment rapportées par les IC ont été **les risques sécuritaires**

Présence de services éducatifs fonctionnels à moins de 30 minutes de marche rapporté par les IC :

(au cours des 30 jours précédant chaque collecte de données, en % des localités évaluées)



pour accéder aux infrastructures (19%), le manque de personnel qualifié (18%) et le coût trop élevé des frais liés à l'éducation (14% des localités évaluées). Durant les FGD, les IC ont confirmé un manque grave d'enseignants qualifiés dans les communes de Mboki et Zémio². Dans le Haut-Mbomou, et particulièrement dans les SP de Zémio et de Djéma, les IC ont rapporté, plus qu'ailleurs dans la macro-zone, le manque d'infrastructures scolaires (respectivement 26 et 22% des localités évaluées).

Sud-est 2 // La macro-zone du SE2 présente la **moins bonne accessibilité physique à l'éducation, avec 14% de localités évaluées pour lesquelles les IC ont rapporté un accès à des infrastructures scolaires à moins de 30 minutes de marche**. L'absence d'infrastructure à proximité est rapportée par les IC comme la principale difficulté d'accès à l'éducation pour 17% et 13% des localités évaluées respectivement dans les SP de Gambo et Ouango. À l'échelle de la macro-zone, **les deux difficultés principales d'accès à l'éducation les plus fréquemment rapportées par les IC ont été le manque de personnels qualifiés (31%) et les risques sécuritaires pour accéder aux infrastructures (15% des localités évaluées)**. Selon les participants d'un FGD réalisé dans la commune de Sayo-Niakari, **toutes les écoles de la zone ont été fermées à cause de la situation sécuritaire**. Les résultats des FGD réalisés dans les communes de Ngbandinga, Ngandou, Ouango, Gambo et Zangandou ont souligné un manque grave de personnel qualifié dans toutes les communes, les enseignements étant majoritairement dispensés par des maîtres-parents peu formés, et le manque de matériels d'enseignement³.

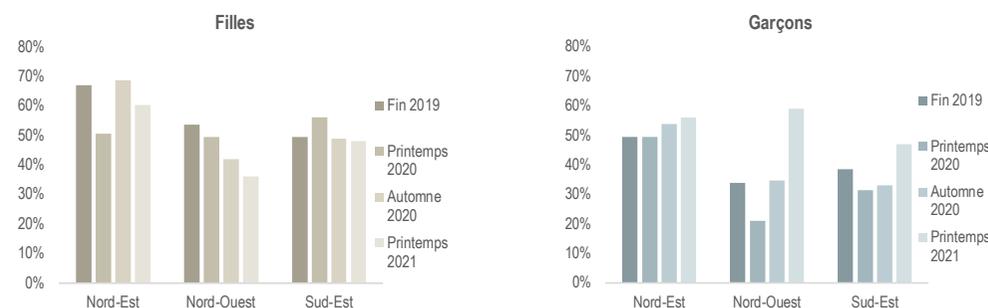
% de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté que moins de la moitié des enfants participait régulièrement à une éducation formelle⁴ :

(au cours des 30 jours précédant chaque collecte de données)

	Filles		Garçons	
	6 - 11 ans	12 - 17 ans	6 - 11 ans	12 - 17 ans
Nord-est	49%	72%	46%	67%
Nord-ouest	53%	19%	55%	63%
Sud-est 1	57%	44%	55%	54%
Sud-est 2	50%	40%	46%	32%

% de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté que moins de la moitié des enfants participait régulièrement à une éducation formelle⁴ :

(au cours des 30 jours précédant chaque collecte de données)



% de localités évaluées par difficulté principale pour l'accès des enfants à l'éducation rapportée par les IC :

(au cours des 30 jours précédant chaque collecte de données)

	Nord-est	Nord-ouest	Sud-est 1	Sud-est 2
Risques sécuritaires pour accéder aux infrastructures	12%	46%	19%	15%
Manque de personnel enseignant qualifié	20%	11%	18%	31%
Manque de mobilier scolaire et d'infrastructures	27%	13%	9%	2%
Ecoles fonctionnelles trop éloignées	13%	1%	12%	15%
Enseignements financièrement inaccessibles (frais, fournitures, etc.)	2%	5%	14%	9%
Infrastructures détruites durant les combats	3%	0%	3%	0%
Autres	4%	2%	7%	5%
Aucune difficulté	0%	2%	0%	1%
Aucun consensus	17%	20%	18%	22%

¹ Résultats des FGD réalisés le 12/03/2021 et le 27/04/2021 dans la commune de Voukouma. ² Résultats des FGD réalisés le 07/03/2021 dans la commune de Mboki et le 26/03/2021 dans la commune de Zémio. ³ Résultats des FGD. ⁴ Une éducation formelle correspond à au moins quatre journées complètes par semaine au sein d'une école officielle et suivant les programmes scolaires mis en place par le ministère de l'Éducation nationale.



Les situations les plus critiques sont rapportées dans l'est du pays, dans les macro-zones du Nord-est et du Sud-est 1, où les IC ont rapporté que presque la moitié des ménages déplacés vivaient dans des abris inadéquats (sans abri, abri d'urgence, bâtiments abandonnés ou collectifs). C'est également dans ces deux zones que, d'après les IC, les populations hôtes ont disposé des conditions d'abri les moins favorables parmi les quatre macro-zones évaluées. On note toutefois sur la période fin 2019 - printemps 2021 une diminution globale de la proportion de population hôte occupant des abris inadéquats.

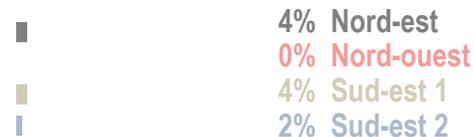
Nord-est // Bien que des communautés déplacées (PDI, retournées, rapatriées) n'ont été signalées par les IC que dans une faible proportion de localités évaluées dans le NE (14%), celles-ci ont été rapportées comme vivant dans des abris inadéquats dans

presque la moitié des cas. Les problèmes principaux rapportés par les IC pour ces abris (froid, fuites en cas de fortes ou faibles pluies, etc.) traduisaient ces conditions précaires. Pour les populations hôtes, la situation la plus critique a été rapportée dans la Vakaga dans les localités évaluées de la commune de Ridina, où plus de 10% de la population hôte a été rapportée comme vivant dans des abris inadéquats. Ailleurs dans le NE, les IC ont rapporté pour plus de 90% des localités évaluées que la population hôte vivait en majorité dans des habitations adéquates. Les participants aux FGD menés dans les communes de Ouandja et de Voukouma ont rapporté des populations sans abri dans de nombreuses localités, notamment à Boromata, Nzenzir, Sadjar, Kididji, Mélé et Vodoumassa, dans la majorité desquelles les habitats ont été incendiés lors de conflits armés. Dans la commune de Voukouma, il a été rapporté par les IC que la majorité de la population déplacée, ainsi qu'une partie de la population hôte, ne disposait d'aucun abri².

Nord-ouest // Comme en automne 2020, le NO re-

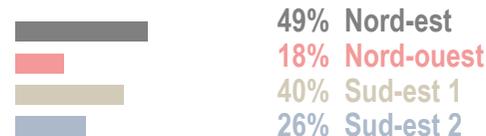
Majorité de la population hôte occupant des abris inadéquats au printemps 2021, selon les IC¹ :

(au cours des 30 jours précédant chaque collecte de données, en % des localités évaluées)



Majorité de la population déplacée occupant des abris inadéquats au printemps 2021, selon les IC¹ :

(au cours des 30 jours précédant chaque collecte de données, en % des localités évaluées)



présente la macro-zone la moins défavorable en termes d'abri. La quasi-totalité des populations hôtes, ainsi que les communautés déplacées de 82% des localités évaluées où elles ont été rapportées, ont vécu, selon les IC, dans des habitations traditionnelles en paille. Néanmoins, dans la SP de Paoua, il a été rapporté que les ménages déplacés n'avaient aucun abri dans plus de 11% des localités évaluées. Le principal problème rapporté par les IC des habitations dans la macro-zone concerne les fuites en cas de pluies légères ou fortes, ce qui s'explique par la fréquence des constructions en paille.

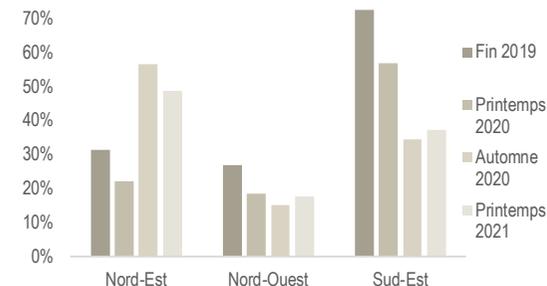
Sud-est 1 // Pour deux SP (Rafai et Zémio) de la macro-zone SE1, il a été rapporté dans presque 10% des localités évaluées que la

majorité de la population locale vivait dans des abris inadéquats, principalement dans des abris d'urgence. En revanche, les autres SP présentent des conditions d'habitation adéquates pour les populations hôtes dans la quasi-totalité des localités évaluées. Les communautés déplacées en revanche, ont vécu en majorité dans des abris inadéquats et d'urgence dans 40% des localités évaluées, notamment dans la SP de Rafai et dans le Haut-Mbomou (pour lesquelles la proportion dépasse systématiquement la moitié).

Sud-est 2 // Pour plus d'un quart (26%) des localités évaluées du SE2, les communautés déplacées ont vécu en majorité dans des abris inadéquats, notamment dans des abris d'urgence en paille, selon les IC. La majorité de la population hôte a vécu la plupart du temps dans des habitats en paille (76% des localités évaluées) et dans des maisons en semi-dur (13%) mais très rarement dans des abris inadéquats (2%). Les participants aux FGD ont rapporté toutefois la présence de personnes âgées dans plusieurs communes du SE 2 qui ne possédaient pas d'abri³.

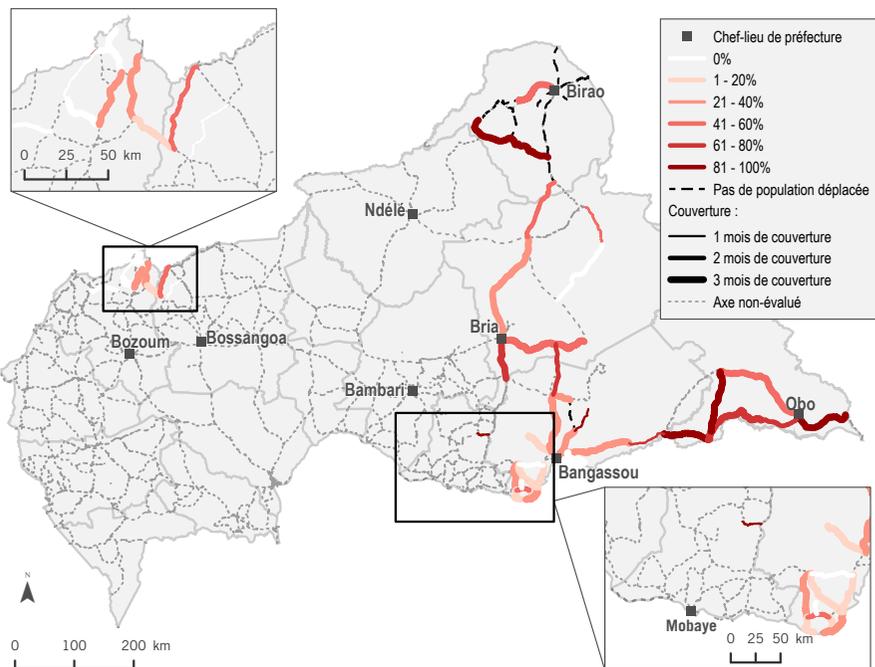
Majorité de la population déplacée occupant des abris inadéquats rapportée par les IC :

(au cours des 30 jours précédant chaque collecte de données, en % des localités évaluées)



% de localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité des PDI occupaient des abris inadéquats (bâtiments abandonnés, bâtiment communautaires, abris d'urgence, sans abris)¹ :

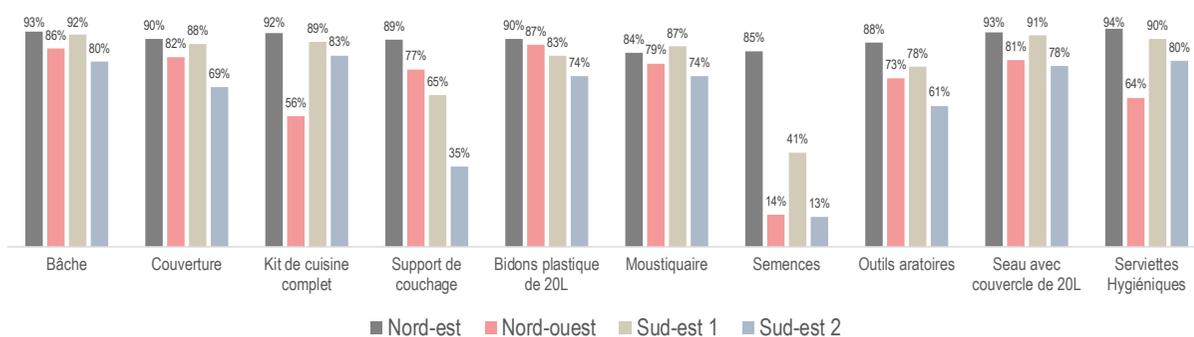
(au cours des 30 jours précédant chaque collecte de données)



NFI Biens non-alimentaires (BNA)

BNA indisponibles pour une majorité des ménages, car introuvables sur les marchés ou trop chers :

(au moment de chaque collecte de données, en % de localités évaluées)



¹ Pourcentages calculés sur le total des localités où la présence de PDI était rapportée. ² Résultats des FGD réalisés le 22/02/2021 dans la commune de Ouandja, et le 12/03/2021 et le 27/04/2021 dans la commune de Voukouma. ³ Résultats des FGD réalisés le 03/04/2021 dans la commune de Ngandinga, le 05/04/2021 dans la commune de Ngandou, et le 17/04/2021 dans la commune de Sayo-Niakari.

Sécurité alimentaire et moyen de subsistance

Dans une grande majorité des localités évaluées (82%), l'agriculture, le maraîchage ou la vente de produits agricoles ont été rapportés comme la première source de revenu de la majorité des habitants, la deuxième source étant majoritairement la pêche, la chasse ou la cueillette (ou la vente des produits qui en sont issus). Le manque de semences a été la principale difficulté rencontrée par les ménages pour pratiquer l'agriculture de façon optimale (33% des localités évaluées), particulièrement dans le NE (59%). Alors que les IC ont rapporté que, dans deux tiers (66%) des localités évaluées, au moins la moitié des habitants n'ont pas eu suffisamment de nourriture, la situation étant la plus critique dans les macro-zones du nord (81% des localités évaluées du NO et 70% au NE). Pour faire face aux pénuries alimentaires, les principales stratégies d'adaptation rapportées ont été la consommation de produits issus de la cueillette et de la brousse (27% des localités évaluées) et la consommation

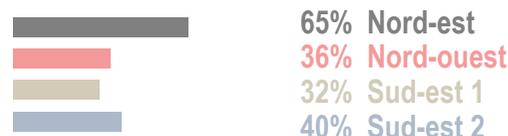
de semences (18% des localités évaluées). Pour près d'une localité évaluée sur deux (43%), il est rapporté que plus d'une heure de marche est nécessaire pour la majorité de la population pour rejoindre le marché fonctionnel le plus proche. En outre, pour 24% des localités évaluées, il est rapporté que la majorité des enfants de moins de 18 ans contribuent aux activités génératrices de revenu des ménages, avec des proportions plus élevées dans les macro-zones du sud, le SE1 (30% des localités évaluées) et le SE2 (38% des localités évaluées).

Nord-est // Dans 70% des localités évaluées de la macro-zone NE, au moins la moitié des habitants n'a pas eu suffisamment de nourriture. Le NE a été également la zone où se trouve la proportion la plus haute de localités (57%) dans lesquelles la fourchette de revenu de la majorité des ménages a été inférieure à 10 000 XAF. Pour 22% des localités évaluées, la majorité des enfants de moins de 18 ans ont contribué aux activités génératrices de revenu des ménages.

Les participants aux FGD ont confirmé une pénurie alimentaire généralisée dans la zone, et une hausse de prix des denrées alimentaires¹. Pour 59% des localités évaluées, la principale difficulté rencontrée par la majorité des ménages pour pratiquer l'agriculture de façon optimale a été le manque de semences ou d'outils. De plus, dans la moitié (50%) des localités évaluées, il est rapporté qu'une majorité des ménages a du parcourir plus de 3 heures de marche pour rejoindre le marché fonctionnel le plus proche.

Majorité des ménages sans accès à un marché fonctionnel à moins d'une heure de marche selon les IC :

(au moment de chaque collecte de données, en % de localités évaluées)

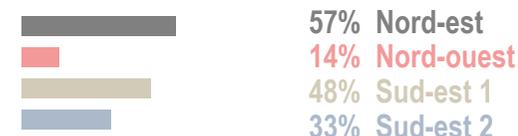


Nord-ouest // Plus des trois quarts (82%) des localités évaluées de la macro-zone sont rapportées par les IC comme ayant la majorité de leur population avec un accès insuffisant à la nourriture. L'insécurité lors de la culture ou la récolte a été rapportée comme la difficulté principale pour pratiquer l'agriculture de manière optimale dans 20% des localités évaluées, le pourcentage le plus élevé des quatre macro-zones évaluées. La stratégie d'adaptation pour combler le manque de nourriture la plus souvent rapportée par les IC a été la consommation de produits issus de la cueillette et de la brousse (25% des localités évaluées). Le marché le plus proche a été à plus d'une heure de marche pour 36% des localités évaluées de la macro-zone. Les chocs rapportés comme impactant significativement le revenu des ménages ont été les chocs sécuritaires (pour 22% des localités évaluées du NO), le pillage (21%), et la hausse des prix des denrées alimentaires (pour 10% des localités évaluées).

Sud-est 1 // Alors que le manque de semences ou d'outils est resté la difficulté principale pour pratiquer l'agriculture de manière optimale (32% des localités évaluées), l'insécurité lors de la culture ou la récolte a été également rapportée comme la difficulté principale dans 21% des localités

Majorité des ménages avec un revenu inférieur à 10 000 XAF selon les IC :

(au moment de chaque collecte de données, en % de localités évaluées)

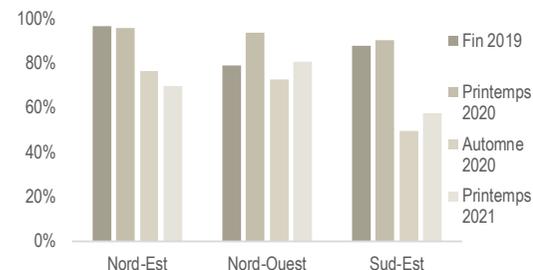


tés évaluées, un pourcentage plus élevé qu'à l'automne 2020. Concernant les revenus, il a été rapporté dans 13% des localités évaluées qu'une hausse des prix des denrées alimentaires avait significativement impacté le revenu moyen des ménages au cours des 30 jours précédant les collectes des données. Les participants des FGD ont mis en avant la difficulté de l'accès à la nourriture².

Sud-est 2 // Macro-zone très agricole (plus de la moitié des habitants ont pratiqué l'agriculture dans 82% des localités évaluées), elle semble touchée par le manque de moyens financiers (principale difficulté rencontrée par les ménages dans 46% des localités évaluées), et des sols trop pauvres (31%). Les participants aux FGD ont souligné les difficultés liées à l'accès à la nourriture, l'instabilité d'approvisionnement, l'indisponibilité de certains produits et des denrées alimentaires sur les marchés et les prix élevés. Dans la commune de Sayo-Niakiri par exemple, aucun marché n'a été fonctionnel en janvier et février, en avril un seul marché a été fonctionnel³.

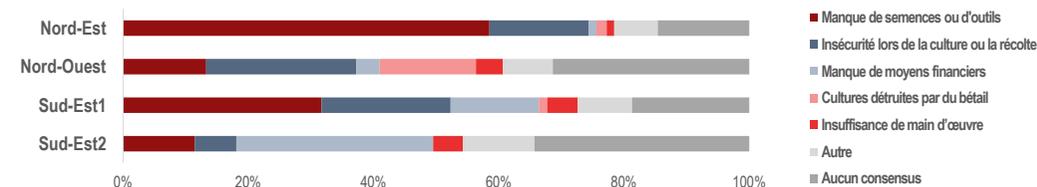
Majorité des ménages avec un accès insuffisant à la nourriture, selon les IC :

(au moment de chaque collecte de données, en % de localités évaluées)



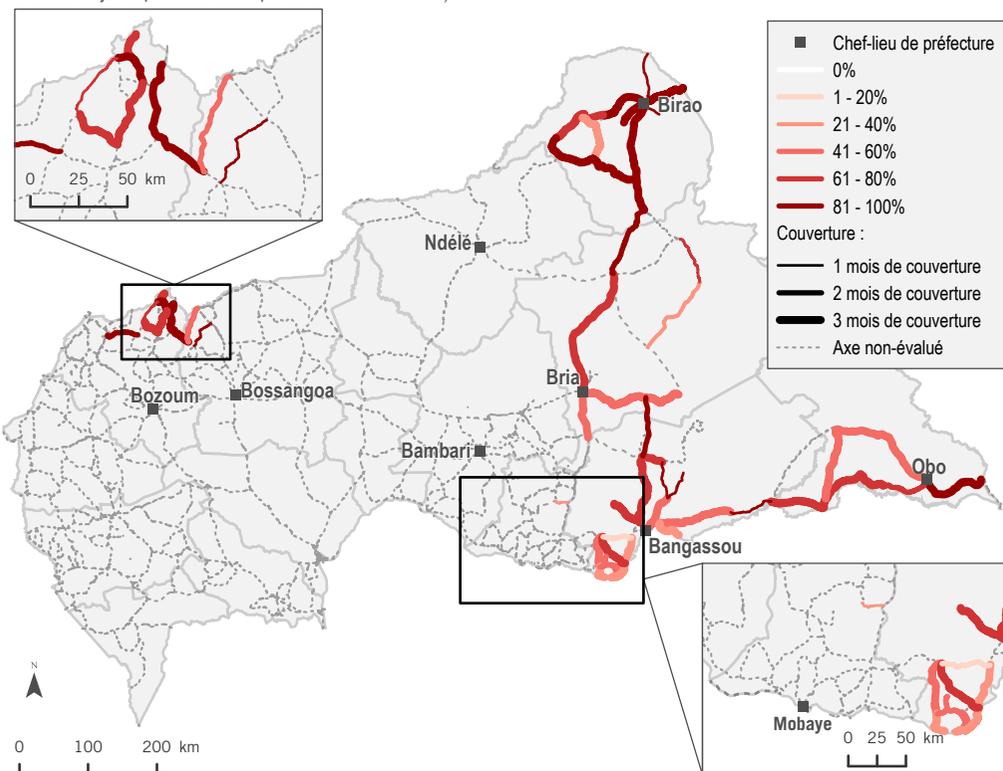
Difficulté principale rencontrée par la majorité des ménages pour pratiquer l'agriculture de façon optimale, selon les IC :

(au moment de chaque collecte de données, en % de localités évaluées)



% de localités évaluées où la majorité de la population avait un accès insuffisant à la nourriture :

(au cours des 30 jours précédant chaque collecte de données)



¹ Résultats des FGD réalisés le 22/02/2021 dans la commune de Ouandja, et le 12/03/2021 et le 27/04/2021 dans la commune de Voukouma. ² Résultats des FGD réalisés le 07/03/2021 dans la commune de Mboki, le 26/03/2021 dans la commune de Zémio, le 12/03/2021 dans la commune de Rafai, et le 14/04/2021 dans la commune de Djéma. ³ Résultats des FGD réalisés le 05/04/2021 dans la commune de Ngandou, le 07/04/2021 dans la commune d'Ouangou, le 09/04/2021 dans la commune de Gambo, le 15/04/2021 dans la commune de Zangandou, et le 17/04/2021 dans la commune de Sayo-Niakiri.

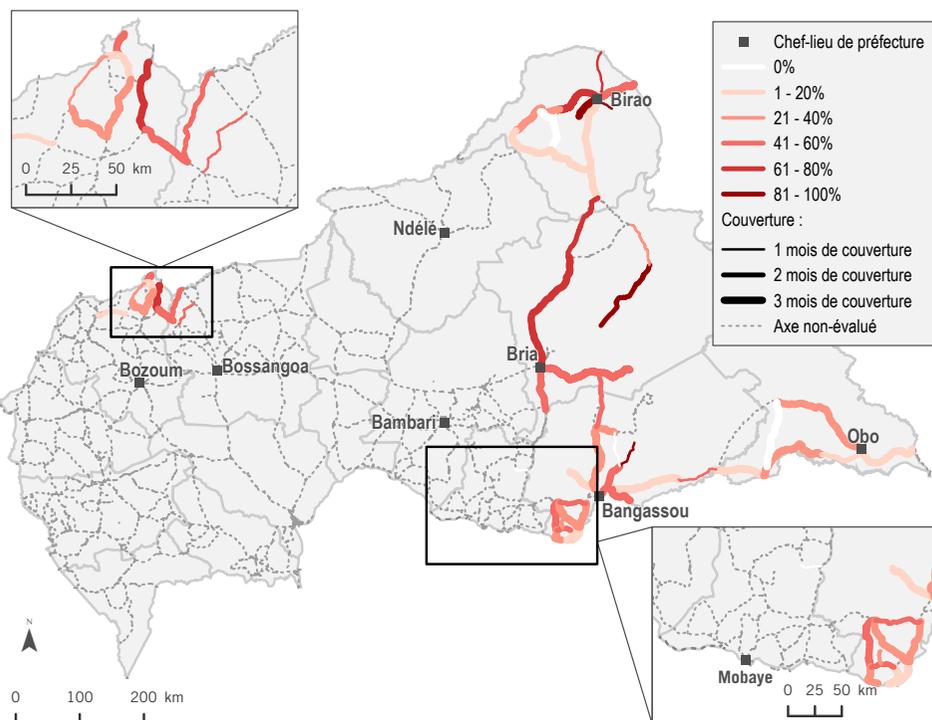
Santé

La proportion de ménages rapportée comme signalant une **infrastructure de santé à plus d'une heure de marche demeure à un niveau élevé** (majorité des ménages dans 34% de l'ensemble des localités évaluées) bien que l'on constate une légère amélioration depuis l'automne 2020. Cette situation se traduit notamment par **une tendance toujours forte à pratiquer l'accouchement à domicile** (rapporté pour 34% de l'ensemble des localités évaluées) avec, là encore, une nette baisse dans certaines zones (notamment dans le SE2) par rapport à l'automne 2020. Les difficultés d'accès aux soins les plus fréquemment rapportées par les IC pour la majorité de la population ont été le manque de médicaments (33% des localités évaluées), le manque d'infrastructures fonctionnelles suffisamment proches (12%) et le coût trop important des soins (9%).

Des cas d'enfants de moins de cinq ans présentant des symptômes typiques de malnutrition ont été rapportés

% de localités évaluées où l'infrastructure sanitaire fonctionnelle la plus proche pour la majorité des ménages était rapportée à plus d'une heure de marche :

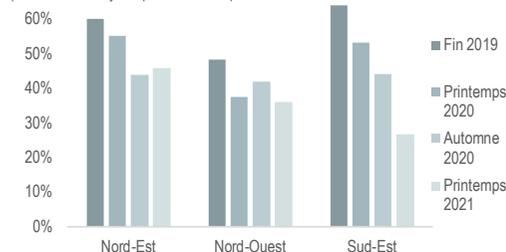
(au cours des 30 jours précédant chaque collecte de données)



dans une très large majorité (82 à 94%) de l'ensemble des localités évaluées, avec des taux particulièrement critiques dans les macro-zones du SE1 (93%) et SE2 (94%). Les symptômes apparentés aux crises de paludisme apparaissent comme le premier problème de santé chez les personnes de plus de 5 ans sur l'ensemble des axes évalués dans ces 4 macro-zones (38% des localités évaluées), suivi par la toux et les infections respiratoires (22%).

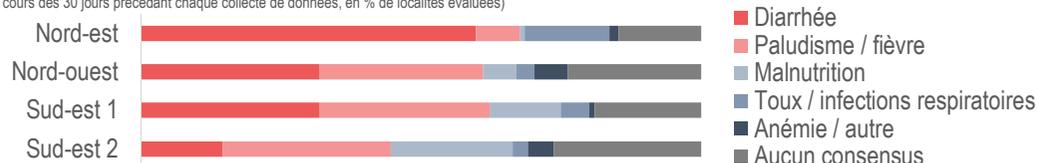
Majorité des femmes accouchant à domicile, selon les IC :

(au cours des 30 jours précédant chaque collecte de données, en % de localités évaluées)



Principal problème de santé pour les enfants de moins de 5 ans selon les IC :

(au cours des 30 jours précédant chaque collecte de données, en % de localités évaluées)



Nord-est // L'absence d'hôpital hors des SP de Bria et Birao font que la **majorité de la population de 86% des localités (notamment dans les SP de Ouadda, Ouanda-Djallé et Yalinga) n'est pas allée se faire soigner à l'hôpital**. Elle a eu accès à des postes de santé (PS) ou centres de santé (CS), mais l'infrastructure sanitaire a été, pour au moins la moitié des localités évaluées, à plus d'une heure de marche (hors SP de Bria et Birao). Cette absence d'infrastructures de santé à proximité explique en grande partie l'accouchement à domicile pour la majorité des femmes (46% des localités évaluées du NE). **Pour près d'un tiers des localités du NE, la difficulté principale rapportée pour la population concernant l'accès à la santé a été le manque de médicaments, suivi de l'inexistence d'établissement à proximité (23%)**. Les participants aux FGD ont confirmé le manque chronique de médicaments ainsi que celui de personnels qualifiés (dans les établissements sanitaires considérés comme fonctionnels) comme étant les principales barrières pour accéder à des soins de qualité. Le manque de médicaments a souvent été mentionné comme l'une des principales causes de décès, suivie des incidents liés aux violences causées par les GA et les conflits communautaires¹. Selon les IC, seuls 15% des localités évaluées disposent d'une structure sanitaire qui prenne en charge les patients suspectés ou atteints de la COVID-19.

Nord-ouest // La population de 40% des localités évaluées a du parcourir plus d'une heure de marche pour atteindre l'infrastructure sanitaire la plus proche, d'après les IC de la macro-zone. Les difficultés principalement rapportées ont été, pour 29% des localités, des soins trop onéreux, et pour 19% des localités, le manque de médicaments. Pour les 36% des localités dans lesquelles il a été rapporté que la majorité des femmes accouchaient à la maison, il a été mentionné un manque d'infrastructures adaptées dans 26% de ces localités ou une maternité trop chère dans 21% des localités.

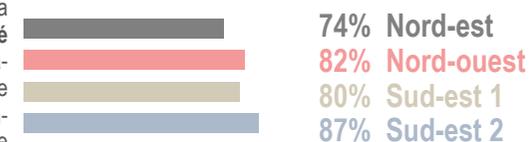
Sud-est 1 // Dans plus d'un tiers des localités (41%) de la macro-zone du SE1, **l'indisponibilité de médicaments a été rapportée comme étant la principale difficulté** pour la majorité de la population, suivie par l'inexistence d'infrastructure à proximité (rapportée dans 13% des localités). Alors que l'infrastructure sanitaire la plus proche a été à moins d'une heure

de marche pour plus de la moitié (53%) des localités évaluées dans la macro-zone, cette proportion a été plus basse dans les SP de Bambouti (33%) et de Bakouma (39%). Au sein des 29% de localités dans lesquelles il a été rapporté que la majorité des femmes accouche principalement à la maison, 44% semblent manquer d'infrastructures adaptées et 20% de condition de sécurité permettant l'accès à la maternité.

Sud-est 2 // Le maillage de centre de santé apparaît comme **plus serré dans le SE2**, qui a présenté le chiffre le plus faible des quatre macro-zones (22%) quant aux localités dans lesquelles la majorité de la population met plus d'une heure de marche pour accéder aux infrastructures de santé les plus proches. Cela se reflète d'ailleurs sur la relativement faible proportion de localités dans lesquelles la majorité des femmes accouche généralement à la maison (21%). L'accouchement à domicile est expliqué par l'absence d'infrastructure adaptée (39% des localités évaluées où il a été rapporté que les femmes accouchaient à domicile) ou par un manque de personnel qualifié (26%). **Les principales barrières d'accès aux soins rapportées par les IC ont été le manque de médicaments disponibles (42% des localités évaluées) et le manque du personnel de santé qualifié (23% des localités évaluées)**. Les participants aux FGD dans la macro-zone ont confirmé un manque général et sévère de médicaments, de personnel qualifié, d'équipements, de moyens de déplacements et de salles opératoires². Selon les IC participants aux FGD, les deux plus grands centres de santé de la commune de Sayo-Niakari n'ont pas été fonctionnel même en mi-avril suite à des pillages par des groupes armés en janvier et février³.

Infrastructure de santé ne prenant pas en charge les patients suspectés ou atteints de la COVID-19, selon les IC :

(parmi les infrastructures de santé où se rend la majorité de la population, au cours des 30 jours précédant chaque collecte de données, en % de localités évaluées)



¹ Résultats des FGD réalisés le 22/02/2021 dans la commune de Ouandja, et le 12/03/2021 et le 27/04/2021 dans la commune de Voukouma. ² Résultats des FGD réalisés le 05/04/2021 dans la commune de Ngandou, le 07/04/2021 dans la commune d'Ouango, le 09/04/2021 dans la commune de Gambo, le 15/04/2021 dans la commune de Zangandou, et le 17/04/2021 dans la commune de Sayo-Niakari. ³ Résultats des FGD réalisés le 05/03/2021 et le 17/04/2021 dans la commune de Sayo-Niakari.



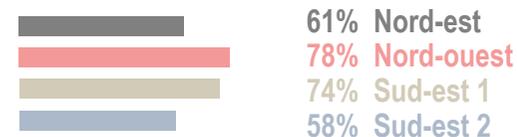
L'accès à l'eau a été rapporté comme insuffisant pour plus de la moitié de la population dans 56% des localités évaluées dans le NO, et 36% dans le NE. Cette proportion a été plus faible dans les macro-zones du SE1 (20%) et du SE2 (1%). Malgré ce meilleur accès, ces deux dernières zones se distinguent néanmoins par une proportion nettement plus importante de localités évaluées dans lesquelles la majorité de la population a utilisé une sources d'eau non-améliorée comme source principale¹. Les barrières d'accès à l'eau les plus fréquemment rapportées par les IC pour les localités évaluées ont été la qualité de l'eau consommée, le manque de récipients et l'insuffisance de points d'eau pour satisfaire les besoins de toute la population, en particulier dans le NO.

En termes d'hygiène, pour une grande majorité de la population vivant sur les axes évalués dans le SE2 (60% des

localités évaluées) et le NO (57%), les IC ont rapporté une pratique régulière de la DAL. De plus, dans plus de 80% des localités évaluées, la majorité de la population n'a pas eu accès à distance de marche à des stations de lavage des mains. L'accès au savon a été également problématique, les IC rapportant dans presque deux localités sur trois que moins de la moitié de la population avait accès à du savon.

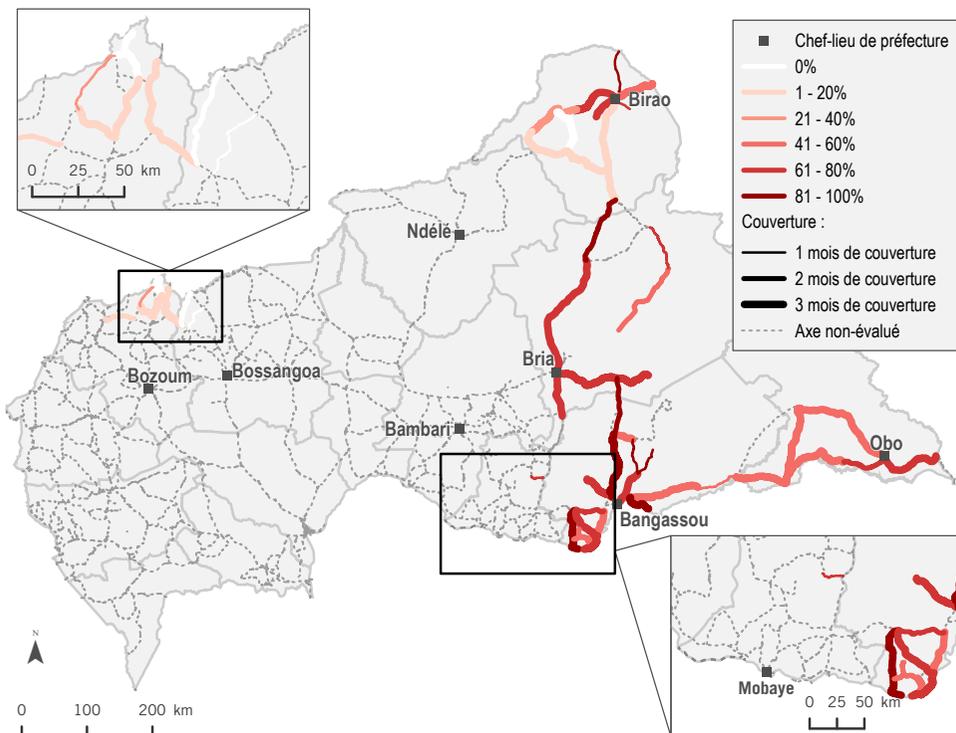
% de localités évaluées où la majorité de la population était rapportée comme n'ayant pas accès à du savon :

(au moment de chaque collecte de données, % de localités évaluées)



% de localités évaluées dans lesquelles une source d'eau non-améliorée (puits et / ou source non protégée, eau de surface, etc.) est utilisée pour boire par la majorité de la population, selon les IC :

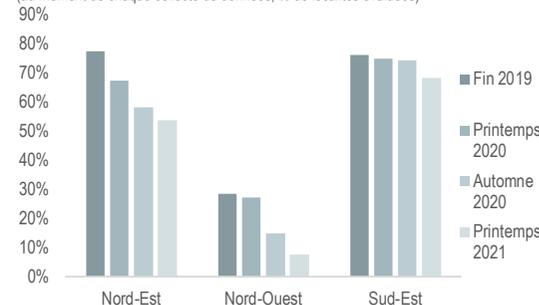
(au cours des 30 jours précédant chaque collecte de données)



Nord-est // La Vakaga se démarque des autres préfectures du NE avec un relativement bon accès à des forages manuels comme source d'eau principale (46% des localités évaluées), tandis que la préfecture de la Haute-Kotto présente un chiffre alarmant de 67% de localités où la source d'eau principale a été une source d'eau non-améliorée. De même, pour presque la moitié (47%) des localités évaluées dans la SP de Ouadda, la majorité de la population a utilisé les cours d'eau comme principale source d'eau. Une durée de marche de plus de 30 minutes a été rapportée pour atteindre la source d'eau principale dans 13% des localités évaluées. Les points d'eau améliorés mentionnés par les IC durant les FGD menés dans les communes de Voukouma et Ouandja ont été décrits comme insuffisants pour répondre aux besoins des populations, et trop distants pour les populations des villages autour de Ouanda-Djallé.

Source d'eau non-améliorée utilisée pour boire, selon les IC :

(au moment de chaque collecte de données, % de localités évaluées)



Nord-ouest // Si l'accès à des sources d'eau améliorées semble meilleur dans le NO par rapport à l'est du pays, (seules 7% des localités évaluées n'ont pas eu d'accès à de telles sources), la durée de marche pour les atteindre a été sensiblement plus élevée que dans le NE (durée de marche de plus de 30 minutes pour atteindre la source d'eau principale pour boire dans 66% des localités évaluées). Les IC ont rapporté ainsi une insuffisance de points d'eau pour 56% des localités évaluées dans le NO.

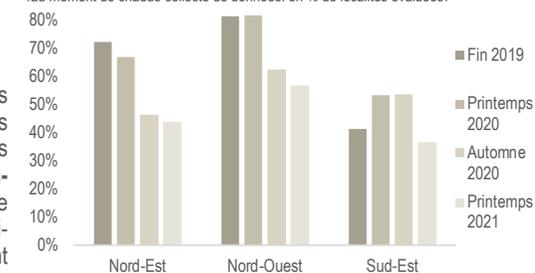
Sud-est 1 // Pour 66% des localités évaluées dans la macro-zone du SE1, les IC ont rapporté que la population utilisait comme source d'eau principale une source non-améliorée. Par exemple, dans la préfecture du Mbomou, les cours d'eau ont été utilisés comme source principale dans 21% des localités évaluées. En revanche, on constate une prévalence plus forte de puits (protégés ou non) et de forages dans la préfecture de Haute-Kotto. Le SE1 se distingue des autres macro-zones notamment par la fréquente indisponibilité de la

source d'eau principale en saison sèche (46% des localités évaluées), particulièrement dans certaines SP du Haut-Mbomou (Obo, 73% ; Bambouti, 67%). En termes d'hygiène, une grande majorité des IC ont rapporté durant les FGD réalisés dans le SE1 que la population utilisait des latrines non-hygiéniques ou pratiquait largement la DAL.

Sud-est 2 // La macro-zone du SE2 se démarque par la plus basse proportion de localités rapportées où la majorité de la population n'a pas eu accès à une quantité d'eau suffisante (1%) et la plus haute proportion de localités évaluées où les sources non-améliorées ont été utilisées comme source d'eau principale (74%). Cela s'explique notamment par la richesse du réseau hydrographique de la préfecture de la Basse-Kotto³. L'usage des cours d'eau comme source principale a été particulièrement prégnant dans la SP de Gambo (60% des localités évaluées). Le SE2 se distingue des autres macro-zones par la plus haute proportion de localités évaluées (60%) où la DAL a été pratiquée par la majorité de la population. Durant les FGD, il a été rapporté que la DAL se pratiquait aussi dans les cours d'eau, qui constituent l'une des sources d'eau principales dans une grande partie de localités, notamment dans les communes de Ngandou ou Ouango⁴. Enfin, les FGD réalisés dans les différentes communes de la SE2 ont confirmé le manque de sources d'eau améliorés en dehors de centres urbains.

Pratique de la défécation à l'air libre (DAL), rapportée par les IC :

(au moment de chaque collecte de données, en % de localités évaluées)



% de localités évaluées dont la source principale pour boire de la majorité de la population était rapportée comme indisponible en saison sèche :

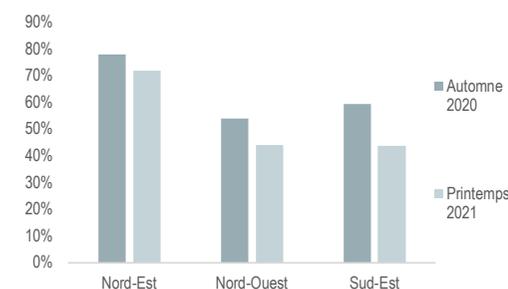


¹Eaux de surface : consommation directe d'eau de rivière, de pluie, de lac, etc. ; source non-améliorée : source d'eau non-aménagée, puits non-protégé ; source améliorée : source d'eau aménagée, puits protégé, forage (Programme commun de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) de surveillance de l'approvisionnement en EHA (WASH JMP)).
²Résultats des FGD réalisés le 05/03/2021 et le 17/04/2021 dans la commune de Sayo-Niakari. ³Résultats des observations des agents de terrain REACH. ⁴Résultats des FGD réalisés le 05/04/2021 dans la commune de Ngandou et le 07/04/2021 dans la commune de Ouango.

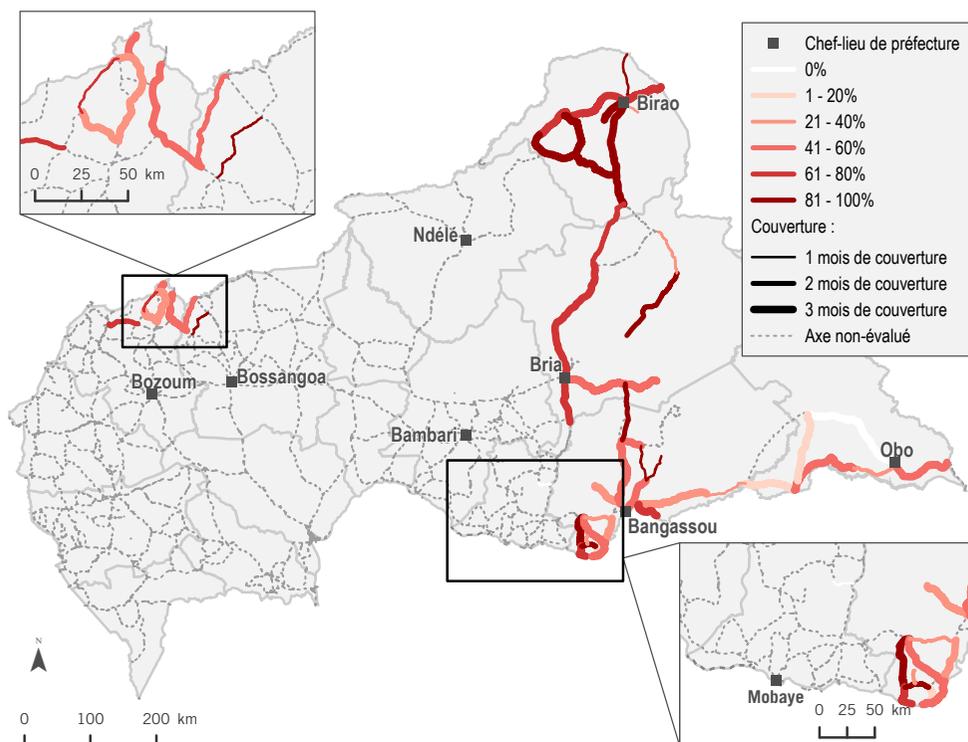
Aide humanitaire apportée

Parmi l'ensemble des localités évaluées, **51% ont été rapportées par les IC comme n'ayant reçu aucune aide humanitaire** au cours des 12 mois précédant les collectes de données, **ce chiffre atteignant 72% dans le NE** (83% pour la préfecture de la Vakaga par exemple, contre 61% dans la Haute-Kotto). Dans le NO, ce sont particulièrement les SP de **Nangha Boguila (77%)** et de **Ngaoundaye (78%)** pour lesquelles les IC ont rapporté l'absence d'aide humanitaire. Dans le SE1 apparaît une certaine **disparité entre le Haut-Mbomou (29%)** et le **Mbomou (61%)**. Dans seulement 5% des localités ayant reçu une aide humanitaire au cours des 12 mois précédant les collectes de données, il a été rapporté que cette aide a permis de répondre aux besoins de la population à temps et en quantité et qualité suffisantes.

Absence d'aide humanitaire apportée selon les IC:
(au cours de 12 derniers mois précédant chaque collecte de données, % de localités évaluées)



% de localités évaluées dans lesquelles aucune aide humanitaire n'a été apportée selon les IC :
(au cours des 12 mois précédant chaque collecte de données)

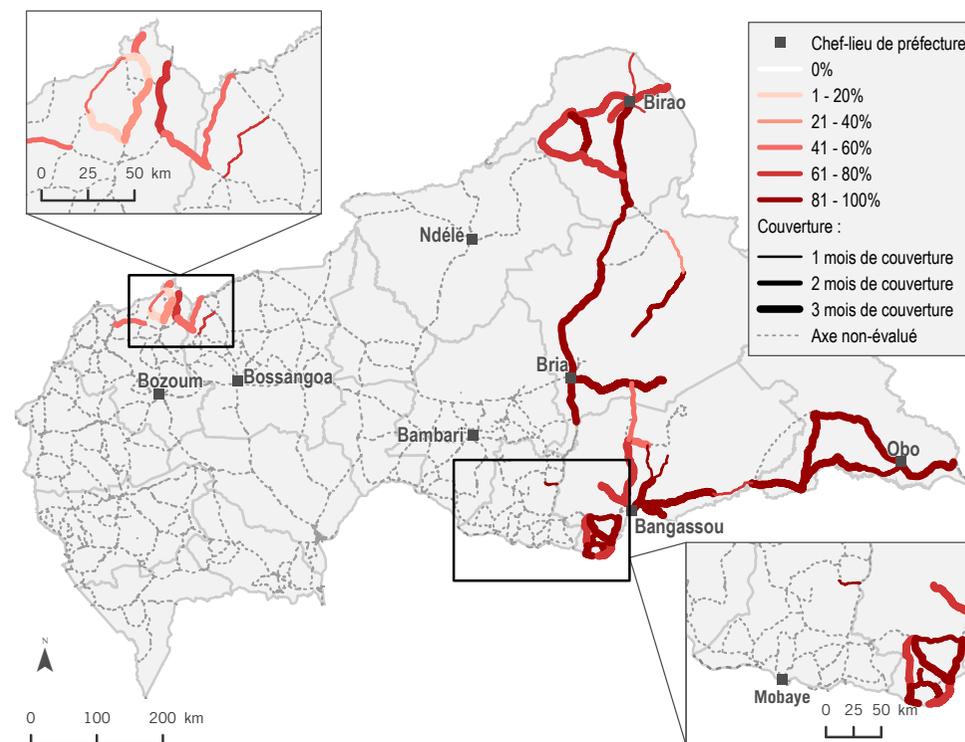


Couverture téléphonique et redevabilité

Une grande disparité apparaît entre le NO et les 3 autres macro-zones en termes de couverture par un réseau téléphonique. Il semble également que la tendance générale est à une diminution de la couverture par rapport à l'année 2020 (printemps et automne). Alors qu'il a été rapporté que dans **46% des localités évaluées de la macro-zone du NO, aucune couverture par un réseau téléphonique n'était fonctionnelle (même occasionnellement), ce pourcentage s'élève à plus de trois quarts pour les macro-zone du NE (82%), du SE1 (84%) et du SE2 (85%), en augmentation depuis l'automne 2020**. En outre, dans plus de la moitié des localités où la couverture téléphonique serait fonctionnelle (18%), il a été rapporté au moins une rupture continue de ce réseau téléphonique d'une durée d'une semaine ou plus au cours des 30 jours précédant la collecte de données. **Le moyen préféré selon les IC de la majorité des habitants pour recevoir de**

l'information a été la radio dans 35% des localités évaluées, suivi d'une information transmise en face-à-face pour 27% des localités évaluées. Les différences par macro-zones ont été toutefois importantes et sont à prendre en considération par les acteurs. Alors que dans 96% des localités évaluées dans le NO, la majorité de la population a la possibilité d'écouter des émissions radiophoniques et/ou d'avoir accès à une radio au cours des 30 jours précédant les collectes de données, ce pourcentage tombe à 20% dans le SE1, à 19% dans le NE et à 5% dans le SE2. Finalement, **la source en laquelle la majorité des habitants des localités évaluées a eu le plus confiance pour recevoir les informations dont ils ont besoin était principalement le chef de la communauté** (pour 65% des localités évaluées), suivie par les travailleurs humanitaires des ONG internationales pour 6% des localités évaluées.

% de localités évaluées dans lesquelles la couverture par un réseau téléphonique n'est pas fonctionnelle (même occasionnellement), selon les IC :
(au cours des 30 jours précédant chaque collecte de données)



Annexe méthodologique

Contexte

La crise humanitaire complexe de la République centrafricaine (RCA), qui se poursuit depuis l'avènement du conflit armé en 2013, entrave fortement l'accès des acteurs humanitaires à plusieurs zones du pays et, par conséquent, les collectes de données relatives aux vulnérabilités et besoins des populations de ces zones.

Afin de remédier à ce manque d'information, en coordination et collaboration avec le Groupe de travail sur l'évaluation et la gestion de l'information (AIMWG), REACH mène un projet de suivi régulier de la situation humanitaire des zones difficiles d'accès et où les besoins sont les plus élevés (selon l'[aperçu des besoins humanitaires \(HNO\) 2021](#)).

L'ensemble des produits liés à cette évaluation sont disponibles sur le [centre de ressources de REACH](#).

Méthodologie de collecte

La méthodologie utilisée ('Zone de Connaissance / Area of Knowledge') a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager mensuellement des informations actualisées concernant la majorité de la population vivant dans des communes :

- inaccessibles ;
- difficiles d'accès ;
- où l'information humanitaire est insuffisante ;
- où les besoins sont les plus élevés.

En particulier, cette méthodologie vise à collecter des données relatives aux dynamiques de déplacement et retour, aux besoins humanitaires et à l'accès aux services de base.

Les données sont collectées directement par les équipes de REACH sur la base de questionnaires multisectoriels, auprès d'IC identifiés en fonction de leurs connaissances récentes (datant de moins d'un mois) et détaillées des localités évaluées¹.

Les IC ont été identifiés parmi les résidents de la localité, joignables par téléphone ou directement dans la localité lorsque la situation le permet, les personnes déplacées originaires de la localité, les commerçants, voyageurs, conducteurs ayant l'habitude de se rendre régulièrement dans la localité, les résidents de la localité se trouvant temporairement dans une localité accessible ou joignable par téléphone, les travailleurs des organisations non-gouvernementales (ONG) ou des privés travaillant pour des ONG.

Ces collectes de données sont réalisées sous forme d'entretien direct ou de groupes de discussions (FGD), renseignant respectivement au niveau de la localité et de la commune. Lors des FGD, des exercices de cartographie participative sont réalisés avec les IC afin de préciser les dynamiques de population, ainsi que pour localiser les principaux services de base fonctionnels et les zones où les besoins sont les plus élevés.

Afin de présenter les données quantitatives de façon pertinente et utile à la planification humanitaire, les informations sur les localités ciblées sont collectées, agrégées et analysées à l'échelle des axes représentés sur les différentes cartes et tableaux de ce document. Une synthèse de la couverture (atteinte ou non selon le nombre de localités à évaluer) de tous les axes évalués au cours des trois mois de collecte est présentée en annexe de ce document.

À partir de la localisation géographique et compte tenu des interrelations socio-économiques existantes entre les différentes localités et communes évaluées le long des axes, quatre macro-zones, mises en évidence sur la carte ci-contre, ont été identifiées pour comparer et rapporter les résultats : nord-est, nord-ouest, sud-est 1 et sud-est 2.

Méthodologie d'agrégation et analyse des données

Ce document est réalisé grâce à l'analyse des données quantitatives (voir les détails dans les tableaux en première page) et qualitatives (17 FGD) collectées pendant les trois mois de collecte de données analysés.

Pour l'analyse des résultats quantitatifs, lorsque plusieurs IC étaient interrogés sur la même localité au cours du même mois, REACH procède à l'agrégation des différentes données par localité, selon des critères de pondération préétablis, basés sur la fréquence des réponses ; le type d'IC ; la priorisation des informations / réponses considérées comme particulièrement pertinentes, bien que moins fréquentes. Dans les cas où ces critères ne suffisent pas pour l'agrégation, la réponse est rapportée comme "aucun consensus" ou "A/C".

Les données quantitatives, rapportées en pourcentage de localités évaluées, sont présentées dans le document selon deux critères :

- 1) *Cartes* : données rapportées par axe, calculées par la moyenne arithmétique des résultats de chaque mois. L'épaisseur de l'axe représente le nombre de mois pour lesquels les données ont pu être analysées (un, deux ou trois) ;
- 2) *Graphiques et tableaux* : données rapportées par macro-zone, calculées par la moyenne arithmétique des résultats de chaque localité.

Lorsque certains indicateurs ne s'appliquent pas à la totalité des localités évaluées ou à la durée de trois mois de collecte, une clarification est indiquée dans la légende ou dans une note de bas de page.

Les parties narratives intègrent les résultats des FGD, ainsi que des observations et analyses des chargés de terrain REACH en charge de ces évaluations, parfois étayés par des données quantitatives analysées à plusieurs niveaux (macro-zone, préfecture, sous-préfecture (SP) ou commune) et calculées par la moyenne arithmétique des résultats de chaque mois.

Couverture de la collecte de données

Type d'IC	Février 2021	Mars 2021	Avril 2021
Résidents dans la localité	71%	80%	78%
Visiteurs récents dans la localité	26%	18%	21%
Contact indirect avec la localité	3%	1%	1%
	Février 2021	Mars 2021	Avril 2021
# total d'entretiens	783	1457	1285
# localités évaluées	289	367	367
# axes évalués	59	62	63
# axes évalués avec une couverture minimale atteinte	39	43	44

Synthèse de la couverture des axes évalués (février, mars et avril 2021)

Zone	Préfecture	Code de l'axe	Nom de l'axe	Février 2021				Mars 2021				Avril 2021				
				# de localités sur l'axe	# de localités évaluées	% de localités évaluées	Couverture atteinte ?	# de localités sur l'axe	# de localités évaluées	% de localités évaluées	Couverture atteinte ?	# de localités sur l'axe	# de localités évaluées	% de localités évaluées	Couverture atteinte ?	
Nord-est	Vakaga	1.1	Birao - Kidjidi	45	10	22%	Oui	45	13	29%	Oui	45	11	24%	Oui	
	Vakaga	1.2	Army - Tissy 4	12	3	25%	Oui	12	3	25%	Non	12	2	17%	Non	
	Vakaga	1.3	Birao - Galilida (Am-Dafock)	15	5	33%	Oui	15	3	20%	Oui	15	3	20%	Oui	
	Vakaga	1.4	Birao - Belakoutou	5	2	40%	Non	5	2	40%	Non	5	3	60%	Oui	
	Vakaga	1.5	Birao - Madja	1	1	100%	Oui	1	1	100%	Oui	1	1	100%	Oui	
	Vakaga	1.6	Birao - Ouanda-Djalle	9	5	56%	Oui	9	7	78%	Oui	9	7	78%	Oui	
	Vakaga	1.7	Kidjidi - Aifa	21	6	29%	Oui	21	6	29%	Oui	21	6	29%	Oui	
	Vakaga	1.8	Aifa - Ouandja	12	9	75%	Oui	12	9	75%	Oui	12	10	83%	Oui	
	Vakaga	1.10	Oulou - Tiringoulou	1	1	100%	Oui	1	1	100%	Oui	1	1	100%	Oui	
	Vakaga - Haute Kotto	1.13	Ouadda - Ouanda-Djalle	7	2	29%	Non	7	3	43%	Oui	7	4	57%	Oui	
	Haute Kotto	1.14	Ouadda - Ndele	11	2	18%	Non	11	2	18%	Non	11	1	9%	Non	
	Haute Kotto	1.15	Ouadda - Sam-Ouandja	1	NA	NA	NA	1	NA	NA	NA	1	NA	NA	NA	
	Haute Kotto	1.17	Ouadda - Bria	20	6	30%	Oui	20	6	30%	Oui	20	6	30%	Oui	
	Vakaga - Haute Kotto	1.18	Sam-Ouandja - Ouanda-Djalle	8	1	13%	Non	8	NA	NA	NA	8	1	13%	Non	
	Haute Kotto	1.19	Sam-Ouandja - Kapouadja	5	NA	NA	NA	5	NA	NA	NA	5	3	60%	Oui	
	Haute Kotto	1.20	Bani - Kaouadja	6	1	17%	Non	6	3	50%	Oui	6	3	50%	Oui	
	Haute Kotto	1.21	Bani - Ouadda	3	NA	NA	NA	3	1	33%	Non	3	NA	NA	NA	
	Haute Kotto	1.22	Bani - Yalinga	6	2	33%	Non	6	1	17%	Non	6	2	33%	Non	
	Haute Kotto	1.25	Yalinga - Bria	57	13	23%	Oui	57	20	35%	Oui	57	21	37%	Oui	
	Haute Kotto	1.26	Bria - Ira-Banda	28	8	29%	Oui	28	14	50%	Oui	28	15	54%	Oui	
	Ouaka	1.27	Ippy - Ndjoubissi	28	NA	NA	NA	28	NA	NA	NA	28	NA	NA	NA	
	Ouaka	1.28	Ippy - Atongo-Bakari	43	NA	NA	NA	43	NA	NA	NA	43	NA	NA	NA	
	Haute Kotto - Ouaka	1.29	Atongo-Bakari - Ira-Banda	8	NA	NA	NA	8	NA	NA	NA	8	NA	NA	NA	
	Nord-ouest	Ouham Pendé	3.1	Bohong - Tolle	12	NA	NA	NA	12	1	8%	Non	12	1	8%	Non
		Ouham Pendé	3.2	Kouli - Bomang (via Mbitanga et Dock)	33	NA	NA	NA	33	1	3%	Non	33	NA	NA	NA
Ouham Pendé		3.3	Kouli - Bomang (via Jean-Basse et Sangoldoro)	29	NA	NA	NA	29	NA	NA	NA	29	NA	NA	NA	
Ouham Pendé		3.4	Bomang - Groupement Welewa (Bouar)	30	NA	NA	NA	30	NA	NA	NA	30	NA	NA	NA	
Ouham Pendé		3.5	Bogang 4 - Bogoui	18	NA	NA	NA	18	NA	NA	NA	18	NA	NA	NA	
Ouham Pendé		3.6	Bogoui - Mbere (via Bang)	47	NA	NA	NA	47	NA	NA	NA	47	NA	NA	NA	
Ouham Pendé		3.8	Usine Ndim - Nzakoundou (via Kollo)	22	NA	NA	NA	22	1	5%	Non	22	NA	NA	NA	
Ouham Pendé		3.9	Usine Ndim - Nzakoundou	6	NA	NA	NA	6	1	17%	Non	6	NA	NA	NA	
Ouham Pendé		3.10	Nzakoundou - Herbo	15	NA	NA	NA	15	NA	NA	NA	15	NA	NA	NA	
Ouham Pendé		3.11	Begouladje 2 - Benamkor	19	2	11%	Non	19	8	42%	Oui	19	3	16%	Non	
Ouham Pendé		3.12	Benamkor - Bah-Bessar	10	6	60%	Oui	10	4	40%	Oui	10	7	70%	Oui	
Ouham Pendé		3.13	Bah-Bessar - Betoko 1	32	13	41%	Oui	32	13	41%	Oui	32	13	41%	Oui	
Ouham Pendé		3.15	Betoko 1 - Begouladje 2	12	3	25%	Oui	12	6	50%	Oui	12	3	25%	Oui	
Ouham Pendé		3.16	Benah 2 - Begouladje 1 (via Bedoua 1)	9	2	22%	Non	9	2	22%	Non	9	NA	NA	NA	
Ouham Pendé		3.17	Bendou-Moundou - Bedaya	9	3	33%	Oui	9	3	33%	Oui	9	3	33%	Oui	
Ouham Pendé		3.18	Begouladje 2 - Bedogo 1 (via Bedogo 2)	2	NA	NA	NA	2	NA	NA	NA	2	NA	NA	NA	
Ouham Pendé		3.19	Beboura 3 - Bemere	37	16	43%	Oui	37	19	51%	Oui	37	13	35%	Oui	
Ouham Pendé - Ouham		3.20	Beboura 3 - Boria	31	7	23%	Oui	31	10	32%	Oui	31	15	48%	Oui	
Ouham		3.21	Boria - Markounda	13	2	15%	Non	13	3	23%	Oui	13	6	46%	Oui	
Ouham		3.22	Markounda - Bodjomo	9	NA	NA	NA	9	1	11%	Non	9	NA	NA	NA	
Ouham		3.23	Bodjomo - Bele	7	NA	NA	NA	7	NA	NA	NA	7	NA	NA	NA	
Ouham		3.24	Markounda - Maissolo (Batangafo)	39	NA	NA	NA	39	NA	NA	NA	39	NA	NA	NA	
Ouham		3.25	Bodjomo - Groupement Kouki	16	NA	NA	NA	16	NA	NA	NA	16	NA	NA	NA	
Ouham		3.26	Bodjomo - Boguila	23	1	4%	Non	23	2	9%	Non	23	4	17%	Oui	
Ouham		3.27	Boguila 1 - Nana Bakassa	31	2	6%	Non	31	2	6%	Non	31	2	6%	Non	
Ouham Pendé	3.28	Mbidouye - Kpetene (via Ngaoundaye)	29	NA	NA	NA	29	NA	NA	NA	29	NA	NA	NA		
Ouham Pendé	3.29	Ndim - Poulog (via Mboum Yeme et Kowone)	28	NA	NA	NA	28	5	18%	Oui	28	5	18%	Oui		
Sud-est 1	Haut Mbomou	4.1	Bambouti - Obo	11	8	73%	Oui	11	9	82%	Oui	11	9	82%	Oui	
	Haut Mbomou	4.2	Obo - Djema	9	3	33%	Oui	9	6	67%	Oui	9	4	44%	Oui	
	Haut Mbomou	4.3	Obo - Mboki	8	4	50%	Oui	8	7	88%	Oui	8	2	25%	Non	
	Haut Mbomou	4.4	Mboki - Zemio	26	15	58%	Oui	26	17	65%	Oui	26	17	65%	Oui	
	Haut Mbomou	4.5	Zemio - Djema	15	6	40%	Oui	15	10	67%	Oui	15	11	73%	Oui	
	Haut Mbomou - Mbomou	4.6	Dembia - Zemio	15	10	67%	Oui	15	6	40%	Oui	15	4	27%	Oui	
	Haut Mbomou - Mbomou	4.7	Djema - Dembia	3	NA	NA	NA	3	NA	NA	NA	3	1	33%	Non	
	Mbomou	4.8	Bakouma - Ngui 1	9	1	11%	Non	9	3	33%	Oui	9	4	44%	Oui	
	Mbomou	4.9	Bakouma - Ndenguero	5	4	80%	Oui	5	5	100%	Oui	5	5	100%	Oui	
	Mbomou	4.10	Ndenguero - Bali-Fondo	3	1	33%	Non	3	2	67%	Oui	3	1	33%	Non	
	Mbomou	4.11	Fode - Bali-Fondo	3	2	67%	Oui	3	1	33%	Non	3	NA	NA	NA	
	Mbomou	4.12	Niakari - Mbaïpa	23	6	26%	Oui	23	6	26%	Oui	23	6	26%	Oui	
	Mbomou	4.13	Niakari - Bakouma	29	11	38%	Oui	29	15	52%	Oui	29	18	62%	Oui	
	Haut Mbomou - Mbomou	4.50	Dembia - Rafai	10	1	10%	Non	10	2	20%	Non	10	4	40%	Oui	
	Mbomou	4.51	Barama - Rafai	36	9	25%	Oui	36	14	39%	Oui	36	16	44%	Oui	
	Mbomou	4.52	Barama - Bali-Fondo	22	6	27%	Oui	22	9	41%	Oui	22	7	32%	Oui	
	Mbomou	4.53	Bakouma - Irra Banda	6	NA	NA	NA	6	2	33%	Non	6	2	33%	Non	
	Mbomou	4.54	Magamba - Gambo	12	2	17%	Non	12	4	33%	Oui	12	3	25%	Oui	
	Mbomou	4.55	Ouango - Gambo	23	13	57%	Oui	23	14	61%	Oui	23	12	52%	Oui	
	Mbomou	4.56	Ouango - Magamba	11	6	55%	Oui	11	8	73%	Oui	11	6	55%	Oui	
	Mbomou	4.58	Youzora - Zime2	8	5	63%	Oui	8	4	50%	Oui	8	6	75%	Oui	
	Mbomou	5.14	Ouazzoua - Ziangba (via Bobo)	13	3	23%	Oui	13	9	69%	Oui	13	5	38%	Oui	
	Mbomou	5.15	Ouango - Ngombe	24	8	33%	Oui	24	14	58%	Oui	24	16	67%	Oui	
	Mbomou	5.17	Gambo - Ngandou	10	5	50%	Oui	10	5	50%	Oui	10	4	40%	Oui	
	Mbomou	5.18	Ngandou - Gulo	19	NA	NA	NA	19	NA	NA	NA	19	3	16%	Non	
Mbomou	5.19	Ngandou - Popongo	16	5	31%	Oui	16	10	63%	Oui	16	9	56%	Oui		
Mbomou	5.20	Ngandou - Ouazzoua	10	6	60%	Oui	10	3	30%	Non	10	4	40%	Oui		
Mbomou	5.21	Ngouakouzou - Bangba-Balingou	4	2	50%	Oui	4	2	50%	Oui	4	1	25%	Non		
Basse Kotto	5.22	Satema - Tengoua	20	NA	NA	NA	20	NA	NA	NA	20	NA	NA	NA		
Basse Kotto	5.23	Satema - Gulo	23	NA	NA	NA	23	NA	NA	NA	23	2	9%	Non		
Basse Kotto	5.24	Gulo - Kembe	15	NA	NA	NA	15	NA	NA	NA	15	2	13%	Non		
Mbomou - Basse Kotto	5.25	Gulo - Gambo (via Lakoundji)	6	1	17%	Non	6	2	33%	Non	6	2	33%	Non		
Basse Kotto	5.27	Gulo - Limassa	4	NA	NA	NA	4	NA	NA	NA	4	NA	NA	NA		
Basse Kotto	5.28	Dimbi - Mboutou	37	NA	NA	NA	37	NA	NA	NA	37	1	3%	Non		
Basse Kotto	5.29	Bouhou 1 - Banda-Fara	33	NA	NA	NA	33	NA	NA	NA	33	3	9%	Non		
Basse Kotto	5.32	Doukoulou - Ngale croisement	44	NA	NA	NA	44	NA	NA	NA	44	2	5%	Non		
Basse Kotto	5.33	Ngale croisement - Kete-bangui	33	NA	NA	NA	33	NA	NA	NA	33	NA	NA	NA		
Basse Kotto	5.34	Ndawa - Ngonda	60	NA	NA	NA	60	NA	NA	NA	60	NA	NA	NA		
Basse Kotto	5.35	Ndawa - Kete-bangui	21	NA	NA	NA	21	NA	NA	NA	21	NA	NA	NA		
Basse Kotto	5.37	Kete-bangui - Foulata	38	NA	NA	NA	38	NA	NA	NA	38	NA	NA	NA		
Basse Kotto	5.38	Ndawa - Foulata	39	NA	NA	NA	39	NA	NA	NA	39	NA	NA	NA		
Basse Kotto	5.39	Alindao - Mbo-Pouloubou (via tagbale)	16	3	19%	Non	16	NA	NA	NA	16	NA	NA	NA		
Basse Kotto	5.40	Alindao - Kabou 1 (axe Selliba)	61	NA	NA	NA	61	NA	NA	NA	61	NA				